



HAL
open science

Normativité au Royaume-Uni. Lorsque les European Studies se confondent avec des projets politiques

Andy Smith

► **To cite this version:**

Andy Smith. Normativité au Royaume-Uni. Lorsque les European Studies se confondent avec des projets politiques. *Politique européenne*, 2015, Faut-il continuer à étudier l'Union européenne?, 50, pp.246-260. 10.3917/poeu.050.0246 . halshs-01348564

HAL Id: halshs-01348564

<https://shs.hal.science/halshs-01348564>

Submitted on 25 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NORMATIVITÉ AU ROYAUME-UNI

Lorsque les European Studies se confondent avec des projets politiques

Andy Smith

L'Harmattan | « Politique européenne »

2015/4 N° 50 | pages 246 à 260

ISSN 1623-6297

ISBN 9782343085722

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2015-4-page-246.htm>

Pour citer cet article :

Andy Smith, « Normativité au Royaume-Uni. Lorsque les European Studies se confondent avec des projets politiques », *Politique européenne* 2015/4 (N° 50), p. 246-260.

DOI 10.3917/poeu.050.0246

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Normativité au Royaume-Uni : lorsque les *European Studies* se confondent avec des projets politiques

Au cours des années 1960-1990, les travaux de la plupart des spécialistes britanniques de l'intégration européenne ont comporté un biais normatif favorable à ce processus. Depuis lors cette tendance se poursuit, mais de manière moins explicite, voire insidieusement. Cet article explique la première période résultant d'une « correspondance fortuite » entre les champs scientifique et politique, tandis que la cause de la normativité de la deuxième période découle d'un rapprochement entre les logiques d'action des champs scientifique et bureaucratique. Plus généralement, cette lecture permet notamment de penser les relations inter-champ en termes d'évolution de la structuration profonde des professions concernées.

Normativity in the UK. When European Studies rhyme with political projects

From the 1960s to the 1990s, research conducted by most British specialists of European integration featured a normative bias in favour of this process. Since then, this trend has continued, but more implicitly or even insidiously. This article explains the first period as resulting from “accidental resonance” between the scientific and political fields, whereas the normativity of the second period has stemmed from greater proximity between the logics of action of the scientific and bureaucratic fields. More generally, the approach applied here grasps inter-field relations from the angle of evolutions in the deep structuration of the professions concerned.

Normativité au Royaume-Uni

Lorsque les European Studies se confondent avec des projets politiques

Andy Smith

Sciences Po Bordeaux

Un des plus beaux paradoxes de l'intégration européenne est que le pays membre réputé le plus « eurosceptique » – le Royaume-Uni – comporte le plus grand nombre de spécialistes universitaires des *European Studies*. Ce pays est également le berceau d'au moins trois des revues les plus lues dans cet espace interdisciplinaire (*Journal of Common Market Studies*, *West European Politics*, *Journal of European Public Policy*), ainsi que des maisons d'édition les plus actives en la matière (ex. Palgrave-Macmillan, Routledge; Cambridge, Manchester et Oxford University Press).

Le premier objectif de cet article consiste à fournir une explication à ce paradoxe, au travers de l'évolution respective des champs scientifique, bureaucratique et politique britanniques¹. Le concept de champ est utilisé ici pour deux raisons. La première, bien exposée par Frédéric Mérand (2015, 51-52), est que ce concept guide la recherche pour saisir les « relations entre individus et groupes » autour de, et « orienté vers » un enjeu. Chaque champ est donc « un ensemble de positions » hiérarchique qui possède « ses propres règles » et « son sens commun » dominant. La deuxième raison est qu'il permet de penser les relations inter-champ autrement que sous l'angle d'interactions stratégiques, voire collusives, entre des « courtiers » (*brokers*) qui font le lien entre chaque champ. Sans nier l'existence de telles médiations, raisonner en termes de champ met davantage l'accent sur l'évolution de la structuration profonde de chaque champ rendant possible, ou pas, des rapprochements de positions tenues par des acteurs de professions ou de milieux sociaux différents.

1 Le schéma d'analyse déployé s'inspire largement d'un travail collectif qui va bientôt paraître (Itçaina, Roger et Smith, 2016). Il s'inspire à son tour évidemment de l'œuvre de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1989), mais aussi des reprises récentes de son approche (notamment Roger, 2013 et Mérand, 2015).

Partant de cette précision conceptuelle, notre objectif central est d'analyser pourquoi autant de publications par des spécialistes des *European Studies* travaillant au Royaume-Uni sont marquées par un haut niveau de normativité, voire de biais idéologiques, c'est-à-dire des traits récurrents qui mettent ces écrits en porte à faux avec la neutralité axiologique qui prédomine dans le reste des sciences sociales. En effet, notre troisième et dernier objectif consiste à montrer que cette normativité évolue dans le temps en parallèle avec un déplacement structurel de la relation entre les trois champs précités. Dans cette perspective, l'hypothèse défendue est que si, pendant les trente premières années, les *European Studies* britanniques ont été marquées par des prises de position pro-européennes alimentées par une « correspondance fortuite » (*accidental resonance*) (Steinmetz, 2011) entre les champs scientifique et politique (1), depuis la fin des années 1980, la normativité au sein de cet espace s'est déplacée vers un soutien implicite à un projet politique néo-libéral, projet cette fois-ci porté davantage par des acteurs du champ bureaucratique (2). Or, ce déplacement de la normativité ne s'explique nullement par de l'action concertée, voire des collusions, entre des acteurs de chacun des champs concernés. Ce changement s'explique plutôt par des évolutions fondamentales de la structure et de la logique d'action dominante de chaque champ, ainsi que par l'émergence d'une certaine correspondance entre eux.

Au total, cet article cherche à montrer que si un grand nombre de spécialistes des *European Studies* basés au Royaume-Uni colportent une approche normative de l'Union européenne qui n'est guère concevable au sein des sciences sociales françaises, ce n'est pas simplement une question de « choix personnels », ni le résultat d'un « effet culturel » (le fameux « pragmatisme britannique »). Plus fondamentalement, la cause de ce phénomène se trouve dans la structuration du champ scientifique britannique, ainsi que dans ses interdépendances évolutives avec les champs bureaucratique et politique. Comme le démontrent des exemples de recherches objectives effectuées outre-Manche, cette structuration n'oblige pas chaque spécialiste des *European Studies* à adopter une posture normative. Cependant elle l'y encourage fortement et ne le décourage point².

2 Cet essai s'appuie sur peu de données originales. Néanmoins, outre le fait que je suis Anglais d'origine, ce qui suit est le fruit de plus de vingt-cinq années de recherches sur l'intégration européenne, une période pendant laquelle j'ai souvent observé les pratiques de collègues basés au Royaume-Uni.

Genèse et institutionnalisation (1962-1985)

Sans totalement occulter une pré-histoire qui a sans doute son importance, l'émergence des *European Studies* au Royaume-Uni coïncide avec la première demande faite par le gouvernement britannique pour adhérer à la Communauté européenne (EC) au début des années 1960. Dès 1962, Uwe Kitzinger du Nuffield College, Oxford, crée le *Journal of Common Market Studies* (JCMS) en le cadrant comme une revue ouverte à plusieurs disciplines, ainsi qu'aux écrits fournis par des praticiens. Très vite le JCMS devient un point de fixation pour des juristes, des politistes et des acteurs politico-administratifs souhaitant transmettre des informations et des analyses concernant « le marché commun » à leurs collègues, aux étudiants, voire à un public plus large. Par ailleurs, au moment de la deuxième demande d'adhésion en 1969, l'*University Association for Contemporary European Studies* (UACES) est établie, devenant ainsi un deuxième forum, couplé au JCMS, qui a créé « des liens entre les milieux académiques et les praticiens de l'Europe » (Popa, 2007, 127). Force est de constater que dans ces deux forums, et dès ce moment fondateur, la normativité est plus que permise. Pendant cette période, les juristes ont prédominé et ont été peu soucieux ni de l'objectivité, ni de la production de données empiriques originales. Dans l'ensemble, une orientation en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne (CE), ainsi que l'approfondissement de cette dernière, a rarement été masquée. Uwe Kitzinger, par exemple, affiche clairement son soutien pour le projet européen et, entre 1973 et 1976, devient même un des conseillers d'un des deux premiers commissaires britanniques (Christopher Soames) (Popa, 2007, 128). En résumé, les *European Studies* naissent au Royaume-Uni en se créant une niche avec leurs propres règles du jeu dans le champ scientifique national, une niche au sein de laquelle des spécialistes effectuent et valorisent leurs travaux. Ce faisant ils ont également consolidé cet espace de positions en obtenant des postes de leurs universités respectives, ainsi qu'en établissant des centres de recherche tels que *The Europa Centre* de l'Université d'Edimbourg.

Ce développement scientifique a donc coïncidé avec des luttes au sein du champ politique britannique qui, à l'époque comme aujourd'hui, était fortement divisé par « la question européenne ». Rappelons tout d'abord que dans les années 1960 et 1970 les élus nationaux les plus pro-européens étaient membres du Parti conservateur et Parti libéral. En revanche, le Parti travailliste était clivé entre une aile centre-droit globalement en faveur de l'adhésion et une aile gauche farouchement opposée à ce projet. Même si, en

1969, c'est un Premier ministre travailliste du premier de ces « camps », Harold Wilson, qui a été à l'origine de la deuxième demande d'adhésion britannique, la négociation a été menée par le gouvernement conservateur de 1970-1974. Sous la houlette d'Edward Heath, un premier ministre qui a construit son identité politique en se rattachant fortement à « l'Europe », ce gouvernement a donc été au pouvoir au moment même de l'adhésion (1^{er} janvier 1973) et au cours de la première année d'une Communauté européenne composée de neuf membres. Toutefois, dans un contexte de crise économique (déficit commercial, inflation et chômage grim pant) et d'équilibre partisan délicat, l'élection nationale de février 1974 a remis la question de l'adhésion « sur le feu ». En effet, si les travaillistes ont gagné cette élection de justesse, afin de pouvoir afficher un minimum d'unité interne, au cours de la campagne leurs leaders se sont engagés publiquement à « renégocier » un certain nombre des termes de cette adhésion avec les pays-membres continentaux. Elu avec une majorité minimale, le troisième gouvernement de Wilson a donc passé un temps considérable en 1974 à essayer de changer quelques législations européennes (notamment celles concernant la pêche et l'agriculture), avant de perdre sa majorité au Parlement et donc de déclencher de nouvelles élections en octobre de la même année. Lors de ce scrutin, les travaillistes ont réussi légèrement mieux qu'en février, mais au prix de la promesse d'un référendum sur le maintien du pays dans la CE.

Ce référendum a finalement eu lieu le 5 juin 1975 et 67 % des votants ont opté pour le « oui », c'est-à-dire pour rester dans la CE. De manière prévisible, la plupart des élus du Parti Conservateur, du Parti Libéral, ainsi que les dirigeants de la confédération patronale principale (*The Confederation of British Industry*: CBI) avaient tous appelé à voter « oui ». En revanche, le Parti Travailliste est resté fortement divisé. Même si la plupart des ministres ont soutenu le « oui », 7 ont publiquement rejoint le camp du « non ». De manière encore plus révélatrice, lors du congrès annuel du parti en avril 1975, un vote sur le sujet a débouché sur une victoire nette des « *anti-marketeers* », recueillant près de deux-tiers des voix. De plus, au sein même de ce scrutin interne, seulement 7 des 46 syndicats-membres du parti ont voté en faveur du maintien du Royaume-Uni dans la CE (Butler et Kit zinger, 1976).

Or, ces luttes et prises de position au sein du champ politique n'ont pas été sans incidence sur le développement des *European Studies* britanniques et, par conséquent, sur leur place au sein du champ scientifique. Comme on pouvait s'y attendre, des chercheurs liés aux partis Conservateur et Liberal ont poursuivi leur travail de prosélytisme pro-européen tout en prétendant

effectuer une activité de recherche et de publications purement scientifique. Parmi les chercheurs conservateurs figurait notamment un grand nombre de juristes qui, comme leurs homologues français (Cohen et Weisbein, 2005), voyaient dans l'intégration européenne non seulement un processus politique plus ou moins en phase avec leurs systèmes de valeurs, mais aussi un objet d'étude – le droit communautaire – susceptible de conforter leur discipline et leurs demandes pour davantage de postes et de moyens.

Largement pour les mêmes raisons, d'autres juristes ont soutenu la ligne positive concernant l'Europe adoptée par le Parti Libéral. Dans le cas de cette « famille politique », toutefois, il importe de souligner également le travail normatif important effectué par des politistes membres du Parti. En effet, deux d'entre eux en particulier – le couple William et Helen Wallace – ont non seulement alimenté les Libéraux en conseils concernant la CE, mais sont rapidement devenus des figures de proue des *European Studies*. William Wallace a obtenu sa licence à Cambridge avant de commencer une thèse aux États-Unis à l'Université de Cornell, puis de la finir après avoir intégré un premier poste à Oxford en 1964³. En se consacrant progressivement aux relations extérieures de la CE, il a ensuite rejoint l'Université de Manchester, avant de diriger entre 1978 et 1990 *The Royal Institute for International Affairs* (RIIA, surnommé *Chatham House*). Localisé à Londres, le RIIA est à la fois un centre de recherche indépendant et un forum où se retrouvent les hauts fonctionnaires spécialisés dans les relations internationales. Pendant toute cette période, William Wallace n'a jamais caché son adhésion au Parti libéral. Au contraire, il s'est même présenté comme candidat aux élections nationales à quatre reprises. Quant à Helen, elle a été présidente des Libéraux de l'Université d'Oxford pendant sa licence (1964 à 1967), une période pendant laquelle elle a rencontré son futur mari, avant d'effectuer une thèse à l'Université de Manchester, puis d'y devenir maître de conférences et ensuite professeur⁴. En se spécialisant dans les politiques publiques communautaires, au cours des années 1970 et 1980, et à travers une accumulation importante de publications, elle a largement contribué à fonder une approche de l'intégration européenne qu'elle a synthétisée autour du concept « d'interdépendance ». Soucieux de faire sortir les *European Studies* et le débat public d'une confrontation sans fin entre intergouvernementalistes et supranationalistes, Helen et William Wallace ont ainsi fortement

3 <http://www.libdems.org.uk/william_wallace> (consulté le 7 juillet 2015).

4 *Source*: <<http://www.aston.ac.uk/lss/research/research-centres/aston-centre-europe/ace-team/helen-wallace/>> (consulté le 7 juillet 2015)

encouragé le développement d'une approche de l'intégration européenne qui privilégie l'imbrication, à leurs yeux croissante, entre les échelles nationale et européenne. Cette perspective a notamment été présentée dans l'ouvrage collectif intitulé *Policymaking in the European Community* (Wallace, Wallace et Webb, 1977), qui a ensuite été actualisé et réédité maintes fois. Sans manquer de distance critique par rapport au processus d'intégration, les travaux des Wallace ont néanmoins durablement orienté les *European Studies* en proposant une démarche scientifique et normative à suivre.

Contrairement à cet engagement public en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, et plus largement de l'approfondissement de l'intégration européenne, par de nombreux conservateurs et libéraux, le positionnement des chercheurs proches du Parti Travailleiste a été beaucoup plus controversé. Pour ceux qui étaient contre l'adhésion, exprimer leur opinion publiquement les mettait de suite en marge de la communauté émergente de spécialistes des *European Studies*. Par conséquent, cette question a eu tendance à être réglée en amont à travers un non-investissement de cette thématique par la plupart des politistes et des sociologues britanniques (ces derniers ont d'ailleurs largement occulté l'intégration européenne et continuent à le faire). Inversement, pour les chercheurs proches du Parti Travailleiste mais favorables à l'adhésion, une stratégie de discrétion normative et de mise en avant d'une posture objective a été privilégiée (ex. Simon Bulmer à l'Université de Manchester). Certes un économiste globalement en faveur de l'intégration européenne, mais très critique vis-à-vis de son orientation idéologique – Stuart Holland (1980) – a tenté d'ouvrir une troisième voie pour les travailleistes souhaitant rester dans la CE mais en s'y engageant politiquement. Son ouvrage *Uncommon Market: Capital, Class and Power in the European Community* a ainsi marqué les débats à la fois académiques et politiques du début des années 1980 concernant la CE. Toutefois, Holland lui-même était devenu député travailleiste en 1979 et donc ses analyses ont le plus souvent été interprétées comme un point de vue explicitement normatif⁵.

Au total, au Royaume-Uni, la période entre le début des années 1960 et celui des années 1980 a été d'une importance primordiale pour la structuration à la fois des clivages partisans concernant l'intégration européenne et pour les *European Studies*. Pendant cette vingtaine d'années, un débat politique

5 Rappelons que S. Holland avait été conseiller politique du Premier Ministre Wilson dans les années 1960 (notamment en ce qui concerne « les affaires européennes »), avant de retourner à l'Université pour faire un doctorat d'économie.

passionné et hautement idéologique a alimenté et a revivifié des lignes de fracture au sein du champ politique britannique, qui a laissé des traces durables dans l'espace public du pays. À l'époque, ce débat a surtout été visible au sein d'un Parti Travailleiste clivé autour des représentations contrastées du capitalisme contemporain et des stratégies politiques correspondantes. Mais il a également marqué les débats internes des autres partis politiques. Étant donné ce contexte partisan, et en suivant la norme d'impartialité partisane traditionnelle du *civil service* à Whitehall, les acteurs principaux du champ bureaucratique britannique ont généralement adopté un profil bas consistant à ne pas prendre position publiquement pour ou contre l'adhésion à la CE. Depuis, des recherches en histoire de l'intégration européenne ont permis de mettre en lumière des tensions concernant l'adhésion qui ont néanmoins traversé ce champ (Badel, Jeannesson et Ludlow, 2005). Toutefois, au cours de la période en question, ces luttes ont été peu détectées au-delà des murs de Whitehall. Par contraste, comme nous l'avons vu plus haut, un grand nombre de spécialistes britanniques des *European Studies* ont soit publiquement pris position en faveur de l'adhésion, soit orienté leurs publications de manière à soutenir l'intégration européenne. Cette tendance à agir de manière normative s'explique en partie par le fait que pendant cette époque des chercheurs ont voulu institutionnaliser les *European Studies* comme une composante du champ scientifique, et pour ce faire ont souvent mis en avant l'importance politique, économique et sociale de l'intégration européenne. À cela s'ajoutent, de façon plus déterminante encore, les « correspondances fortes » qui, pendant cette période, ont émergé entre les positions prises au sein des champs scientifique et politique britanniques.

Réinstitutionnalisation et technicisation (1985>)

La relance de l'intégration européenne au milieu des années 1980 est généralement associée au déblocage en 1984 d'un différend opposant le gouvernement britannique de Margaret Thatcher à ses « partenaires », et à la première présidence de la Commission de Jacques Delors et à l'Acte Unique. Pour ce qui concerne le Royaume-Uni, dans un premier temps qui a duré jusqu'au milieu des années 1990, ses effets ont notamment compris une refonte progressive des champs politique et bureaucratique, ainsi qu'une inflexion importante du champ scientifique des *European Studies*. Par la suite, toutefois, en subissant une nouvelle mise en cause, l'intégration européenne s'est accompagnée de nouveaux infléchissements au sein des trois champs abordés ici. Pour autant,

l'ensemble de la période de 1985 à nos jours a surtout été marqué par deux évolutions majeures. D'un côté le champ scientifique dans son ensemble s'est autonomisé par rapport au champ politique. De l'autre côté, et par contraste, en raison d'une bureaucratisation de la recherche aux échelles nationale et communautaire, le champ scientifique – et les spécialistes britanniques de l'Union européenne (UE) en particulier – est devenu plus proche du champ bureaucratique. En effet, la thèse défendue ici est que cette correspondance croissante entre le champ scientifique et le champ bureaucratique explique pourquoi autant de chercheurs des *European Studies* participent largement, et généralement sans le savoir, à la technicisation des enjeux soulevés par l'intégration européenne et au projet politique néo-libéral qui, depuis au moins deux décennies, constitue son soubassement idéologique.

Un court temps d'europhorie et d'expansion

Si les premières années suivant l'Acte unique ont constitué une période où l'intérêt pour l'intégration européenne s'est sensiblement accru dans des couches de plus en plus larges de la population des pays-membres, au Royaume-Uni ce phénomène a entraîné des changements significatifs au sein des trois champs traités dans ce texte. En ce qui concerne le champ politique, c'est notamment à ce moment-là que le Parti travailliste s'est séparé d'une aile gauche anti-européenne, un changement interne qui lui a permis de faire de l'UE une alliée dans la lutte contre les excès attribués au *Thatcherism*. En même temps, appuyé par les présidences de la Commission de Jacques Delors, cette nouvelle orientation a également convaincu un grand nombre des syndicats liés au Parti de changer leur représentation de l'UE en la définissant plus comme une opportunité que comme une contrainte.

Mais cet ajustement de la manière dont les travaillistes appréhendaient l'intégration européenne s'explique aussi par un déplacement presque inverse connu par le Parti conservateur à la même époque. Là où une génération d'élus conservateurs comme Edward Heath, Christopher Soames ou le ministre des Affaires étrangères de Mme Thatcher, Geoffrey Howe, avaient soutenu la construction d'un Marché commun parce qu'il correspondait à leur vision de l'économie et des relations internationales contemporaines, un grand nombre d'élus encore plus libéraux (ex. Michael Portillo) et/ou plus nationalistes (ex. Norman Tebbit) se sont mis à voir dans l'UE « de Delors » des freins au « miracle économique britannique » et des risques pour la souveraineté nationale. Ce clivage interne au Parti conservateur s'est notamment intensifié

lors de la négociation et de la ratification du traité de Maastricht. Partant de là, et jusqu'à sa défaite électorale en 1997, le Premier ministre, John Major, a dû constamment concilier des parlementaires de son bord pro-européens, d'autres qui devenaient de plus en plus eurosceptiques et un électorat de droite dont la représentation dominante de l'UE s'était également déplacée d'une vision globalement positive à celle d'une menace pour leur pays.

Parallèlement, le champ bureaucratique national a connu une révolution silencieuse fortement alimentée par son imbrication croissante avec son échelle communautaire (Bulmer et Burch, 2009). Pour certaines administrations, telle que le ministère de l'Agriculture, cette tendance a évidemment commencé dès l'adhésion. Toutefois, elle s'est sensiblement approfondie et élargie suite à l'Acte Unique en raison de l'accélération de la production législative, ainsi que de la généralisation d'un système de décision de « vote à la majorité qualifiée » au Conseil des ministres. Ce double processus a donné une place encore plus importante à la Commission européenne pour proposer du droit et des politiques publiques, puis pour jouer un rôle central dans leur négociation au Conseil. Il a également incité l'ensemble des administrations nationales à anticiper ce qui se préparait au sein de l'échelle communautaire dans le champ bureaucratique à travers la densification des liens avec les représentants de la Commission, les groupes d'intérêt et, bien souvent, leurs propres fonctionnaires en poste au sein de leur Représentation permanente à Bruxelles (« les RP »). En résumé, c'est entre 1985 et 1995 qu'un champ bureaucratique européen, composé d'échelles communautaire, nationale et locale, s'institutionnalise (Wessels, 1997).

Or, c'est également pendant cette période que ce champ bureaucratique devenu multi-échelle se met à impacter plus lourdement le champ scientifique britannique et la niche des *European Studies* en particulier. Tout d'abord, à côté du programme politique et administratif consistant à « achever le marché unique », une densification de la politique de recherche communautaire s'effectue. Le budget de cette politique s'accroît sensiblement, incitant de nombreux scientifiques à répondre aux appels d'offres. Dès le départ, des chercheurs localisés au Royaume-Uni ont participé fortement à cette tendance et donc à un approfondissement des interactions et des interdépendances en matière de recherche à l'échelle européenne⁶. Il serait exagéré de considérer

6 Par ailleurs, les universités britanniques ont été particulièrement efficaces dans l'obtention d'une source complémentaire de financement européen pour la recherche et l'enseignement sur l'UE : les Chaires Jean Monnet (Belot et Brachet, 2004).

qu'à cette époque une intégration des échelles du champ a été réalisée pour toutes les sciences. Dans le cas des *European Studies*, toutefois, ce niveau d'intégration est déjà devenu fort élevé en raison du rapport entre son objet et l'UE, d'une part, des rapports déjà tissés entre ses spécialistes à travers l'Europe, d'autre part.

C'est ici qu'il importe de prendre en compte dans l'analyse une évolution propre à l'échelle britannique du champ scientifique, qui a concerné le rapport entre la politique, l'administration et la recherche en sciences humaines et sociales (SHS). Au cours des années 1980, le gouvernement conservateur a intensifié ses critiques sur la productivité des SHS, contestant même leur utilité (Grant, 2010). Cette mise en problème des SHS a débouché notamment sur la refonte du principal financeur de ce domaine de recherche (devenu *The Economic and Social Research Council*), sur la mise en place d'un système d'évaluation nationale (*The Research Assessment Exercise*: RAE) et sur la revalorisation des recherches considérées comme « appliquées ». Plus généralement, elle a facilité les initiatives prises par de nombreuses universités consistant à réduire leur personnel académique dans plusieurs disciplines, dont la science politique et la sociologie. Pendant cette période mouvementée, les *European Studies* ont cependant largement été épargnées. Au contraire, le personnel académique spécialisé dans ce domaine a sensiblement augmenté, des programmes d'enseignement ont été ouverts, tandis que l'intérêt des étudiants pour l'actualité communautaire augmentait, stimulée par la perspective de débouchés d'emploi (Smith M., 2003).

En résumé, pour les *European Studies* au Royaume-Uni (comme ailleurs), la période 1985-1995 a donc clairement été celle d'une expansion rapide et, plus fondamentalement, d'une autonomisation de cette composante du champ scientifique par rapport au champ politique national. Pendant ces années un haut niveau de normativité dans les travaux des spécialistes britanniques de l'UE a néanmoins été largement maintenu par une nouvelle correspondance inter-champs, cette fois-ci entre le champ scientifique et le champ bureaucratique.

Des « Études » normalisées mais toujours normatives (1995)

Au cours des deux dernières décennies, la distance entre les *European Studies* telles qu'elles sont pratiquées au Royaume-Uni et le champ politique n'a cessé de grandir. Pendant que le Parti conservateur a continué à se déchirer

autour de questions communautaires (alimentant ainsi l'émergence de *The UK Independence Party*: UKIP), le Parti travailliste a contribué au contraire à normaliser l'UE comme partie intégrante du système politique britannique. Si des (anciens) universitaires comme William Wallace (devenu Lord Wallace) ont continué à s'investir ouvertement dans des débats partisans et publics, la plupart des chercheurs au sein des *European Studies* ne le font plus. Une explication endogène au champ scientifique fournit une réponse partielle à ce phénomène : suite à l'intensification de l'évaluation de la recherche autour de la RAE, au cours des années 1990 la plupart des spécialistes de l'UE au Royaume-Uni ont adopté les normes internationales des SHS concernant l'objectivité de la recherche et sa publication dans des revues et des maisons d'édition devenues de plus en plus exigeantes. Cette tendance a été facilitée par la création de nouvelles revues spécialisées, telles que le *Journal of European Public Policy* (1994) ou *European Union Politics* (2000), qui ont très clairement cherché à rompre avec l'ère des *political studies* peu soucieuses de leur rapport à la méthode scientifique (Grant, 2010).

Aussi convaincante soit-elle, cette explication limitée au seul champ scientifique occulte à la fois l'impact sur la science du champ bureaucratique et, surtout, la persistance d'un haut niveau de normativité dans les *European Studies* telles qu'elles sont pratiquées au Royaume-Uni. Sur le premier point, l'imbrication des échelles nationale et communautaire du champ bureaucratique n'a cessé de s'approfondir, ce qui a rejailli sur la recherche en SHS en général et celle sur l'UE en particulier, en imposant un cadre de plus en plus contraignant sur le type d'études financées et donc sur leurs problématiques, voire sur leurs fondements théoriques.

Or, ce cadre n'a pas simplement été imposé de l'extérieur par des bureaucrates, rendus tout puissants par des élus néo-libéraux, en charge de l'évaluation de la recherche et contrôlant la distribution des contrats de recherche. Au contraire, l'hypothèse amorcée ici est qu'un grand nombre de spécialistes des *European Studies*, notamment ceux localisés au Royaume-Uni, ont été largement complices de cette restriction de ce qui constitue normalement le travail de recherche en écartant une pluralité d'approches et d'interprétations de l'intégration européenne. Comme notre usage du concept de champ permet de le souligner, ce haut niveau de résonance entre les universitaires et les bureaucrates n'a pas découlé d'un pacte explicite, ni même de l'émergence d'une alliance interprofessionnelle. Pour des raisons qui restent à approfondir, il reste qu'un nombre important et croissant d'acteurs dans les deux champs s'est mis à « penser l'Europe » de manière relativement homogène : comme

un marché unique à partir duquel pourraient progressivement s'additionner des projets politiques supplémentaires, « ambitieux » mais « prudents » (ex. la coopération en matière de défense ou de police). Ceci se voit sans doute le plus clairement dans la manière dont les spécialistes des *European Studies* ont traité de l'économie européenne et de la crise depuis 2008. Comme nous avons pu le montrer récemment dans cette même revue, avec une analyse de contenu et statistiques à l'appui (Smith A., 2014), non seulement leurs approches se ressemblent fortement, mais elles amplifient très largement les analyses faites par des acteurs dominants au sein du champ bureaucratique (ex. la Banque centrale européenne et la DG ECFIN). En outre, les publications qui en découlent débouchent le plus souvent sur des prescriptions tout à fait normatives (voir Smith A., 2014 pour des exemples).

Conclusion: No future?

Nous avons conclu notre article de 2014 en reformulant l'hypothèse de Robert et Vauchez selon laquelle il existe « une dépendance réciproque » entre les acteurs partisans de davantage d'intégration européenne et la plupart des chercheurs des *European Studies* (2010, 25, 29). Cette dépendance nous semble particulièrement subtile parce qu'elle ne découle pas d'échanges de financement basés sur des collusions explicites ou de la co-fabrication d'analyses communément défendues par les élus et les scientifiques. Au contraire, en mobilisant le concept de champ, et du moins pour ce qui concerne le cas britannique, dans le présent texte nous avons pu pousser cette hypothèse plus loin en montrant que :

- les champs scientifiques, bureaucratiques et politiques restent séparés parce qu'ils sont essentiellement structurés par des espaces de positions et de normes professionnelles autonomes ;
- mais aussi que ces champs sont néanmoins liés par des relations qui évoluent au cours du temps en générant des coïncidences et des « correspondances fortuites » (Steinmetz, 2011).

Depuis les années 1960, de nombreux spécialistes britanniques de l'UE ont régulièrement transgressé la règle scientifique de la neutralité axiologique en effectuant des travaux et en publiant des textes normatifs. Ils l'ont fait plus explicitement dans les années 1960 et 1970, mais ils continuent largement aujourd'hui dans un registre plus implicite. Analyser cette histoire à l'aide du concept de champ permet de mieux comprendre à la fois l'évolution de

cette pratique et la continuité profonde qui la sous-tend. Partant de là, notre approche suggère qu'afin de réduire la tentation normative au sein des *European Studies*, il est sans doute salutaire d'œuvrer intellectuellement pour les inscrire pleinement dans les normes scientifiques des SHS, tout en mettant en lumière les dangers analytiques d'une coïncidence durable entre cette spécialité académique et le champ bureaucratique.

Références bibliographiques

Badel Laurence, Jeannesson Stanislas et Ludlow Piers (dir.) (2005), *Les administrations nationales et la construction européenne: une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, Peter Lang.

Belot Céline et Brachet Claire (2004) « Note de synthèse. Enseigner l'Europe à travers l'Action Jean Monnet. État des lieux et pistes de réflexions », *Politique européenne*, n° 14, p. 149-163.

Bulmer Simon and Burch Martin (2009), *The Europeanisation of Whitehall: UK Central Government and the European Union*, Manchester, Manchester University Press.

Bourdieu Pierre (1989), *La noblesse d'État: grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit.

Butler David and Kitzinger Uwe (1976), *The 1975 Referendum*, London, Macmillan.

Cohen Antonin et Weisbein Julien (2005), « Laboratoires du constitutionnalisme européen. Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et Société*, n° 60, p. 353-369.

Grant Wyn (2010), *The Development of a Discipline: The History of the Political Studies Association*, Oxford, Wiley-Blackwell.

Holland Stuart (1980), *Uncommon Market: Capital, Class and Power in the European Community*, London, Macmillan.

Itçaina Xabier, Roger Antoine and Smith Andy (2016), *Varietals of Capitalism: A Political Economy of the Wine Industry*, Ithaca., N.Y., Cornell University Press (sous presse).

McMahon Richard (2015), « Introductions and Conclusions: Does Mainstream EU Studies Produce Normative Narratives? », communication au congrès du Council for European Studies, Sciences Po Paris, juillet.

Mérand Frédéric (2015), « Bourdieu : le champ, vecteur de la mondialisation », in **Guillaume Devin** (dir.), *Dix concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, Editions CNRS, p. 49-70.

Popa Ioana (2007), « La structuration internationale des études européennes : un espace dissymétrique », in **Didier Georgakakis et Marine de Lassalle** (dir.), *La « nouvelle gouvernance européenne »*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, p. 117-148.

Robert Cécile et Vauchez Antoine (2010), « L'Académie européenne. Savoirs, experts et savants dans le gouvernement de l'Europe », *Politix*, vol. 23, n° 89, p. 9-34.

Roger Antoine (2013), « Building an Economic Field with Supranational Supports? Lessons from Wine Production in Romania », *International Review of Sociology*, vol. 23, n° 3, p. 597-621.

Rosamond Ben (2007), « European Integration and the Social Science of EU Studies: The Disciplinary Politics of a Sub-field », *International Affairs*, vol. 83, n° 2, p. 231-252.

Smith Andy (2014), « Usages scientifiques de “la crise” de 2008 et suite. Le cas des *European Studies* », *Politique européenne*, n° 44, p. 124-151.

Smith Michael (2003), « Creating a New Space: UK European Studies Programmes at the Crossroads », *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 11, n° 1, p. 21-43.

Steinmetz George (2011), « Bourdieu, Historicity, and Historical Sociology », *Cultural Sociology*, vol. 11, n° 1, p. 45-66.

Wallace Helen, Wallace William and Webb Carole (eds) (1977) [1st ed.], *Policy-making in the European Community*, London, J. Wiley.

Wessels Wolfgang (1997), « An Ever Closer Fusion? A Dynamic Macropolitical View on Integration Processes », *Journal of Common Market Studies*, vol. 35, n° 2, p. 267-299.

Andy Smith

*Directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques,
directeur du Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux.*

a.smith@sciencespobordeaux.fr